



Munich Personal RePEc Archive

## **Burundi's Growth: The Need for Long-lasting and Stable Performance**

Nganou, Jean-Pascal and Wodon, Quentin and Zoyem,  
Jean-Paul and Mabushi, Eric and Kebede, Ephrain

World Bank

July 2008

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/15409/>

MPRA Paper No. 15409, posted 26 May 2009 07:18 UTC

# Croissance du Burundi

## *La nécessité d'une performance de longue durée et stable*

---

*Jean-Pascal Nguessa Nganou, Quentin Wodon,  
Jean-Paul Zoyem, Eric Mabushi et Ephraïm Kebede*

**A**u cours des 40 années de violence cyclique, la croissance économique est restée bien inférieure à la moyenne de l'ASS, faisant aujourd'hui du Burundi le troisième pays le plus pauvre au monde. En 2005, le PIB réel par habitant a chuté à 105 dollars EU, un niveau jamais connu depuis le milieu des années 60<sup>4</sup>. Si la tendance se maintient, il faudra au pays 225 ans pour réduire de moitié sa pauvreté. Ce statu quo est inacceptable et il est essentiel que le gouvernement conduise les changements nécessaires pour réaliser une croissance durable.

Le présent chapitre donne un aperçu des macro-tendances passées et présentes de la croissance et décrit comment le profil de la pauvreté devrait influencer sur les réformes stratégiques. L'analyse macroéconomique identifie les sources de croissance passées, les contraintes actives ainsi que la voie à suivre, tandis que l'analyse de la pauvreté aborde la relation entre l'agriculture—le principal secteur contribuant à la croissance—et la réduction de la pauvreté. Il est généralement admis qu'à moins de favoriser explicitement les pauvres, les politiques profitent plus à l'élite.

La faiblesse et la volatilité de la croissance du Burundi peuvent être en partie attribuées à la très grande dépendance à l'égard du café. Bien que la filière ait bénéficié de l'essentiel des investissements publics, son rendement est resté médiocre. Le développement économique du pays a aussi été fortement entravé par les conflits récurrents, qui ont eu des conséquences dévastatrices sur les ressources naturelles, le capital humain et la cohésion sociale. Ces problèmes ont encore été aggravés par la fragilité de l'État, l'instabilité politique et la faible capacité de l'administration à gérer et développer l'économie nationale. Ce chapitre suggère qu'une attention soutenue soit accordée à la nécessité et aux

---

4. Tous les chiffres en dollars sont en dollars américains.

moyens de renforcer et diversifier les secteurs contribuant à la croissance tout en atténuant les risques de conflit.

## Comprendre les schémas de croissance du Burundi

Avec une population d'environ 6 millions d'habitants répartis sur plus de 27.834 km<sup>5</sup>, le Burundi a l'une des plus fortes densités de population de l'Afrique. Le pays est enclavé et est par conséquent tributaire des infrastructures routières et ferroviaires extrêmement dégradées de ses voisins pour ses échanges internationaux. Depuis l'indépendance en 1962, les querelles ethniques et politiques et un certain nombre d'autres facteurs ont conduit à cinq guerres (1965, 1972, 1988, 1991 et 1993) impliquant les deux principaux groupes ethniques. Selon les estimations, au cours des quatre dernières décennies, plus de 500.000 vies ont été perdues et des centaines de milliers de Burundais ont été déracinés par la violence, cherchant refuge dans les pays voisins. Dans ce contexte difficile, le taux de croissance du PIB réel du Burundi n'a pas arrêté de chuter. Qui plus est, cette croissance a été assez instable, avec un niveau moyen bien inférieur à celui requis pour atteindre les objectifs de développement pour le millénaire (ODM).

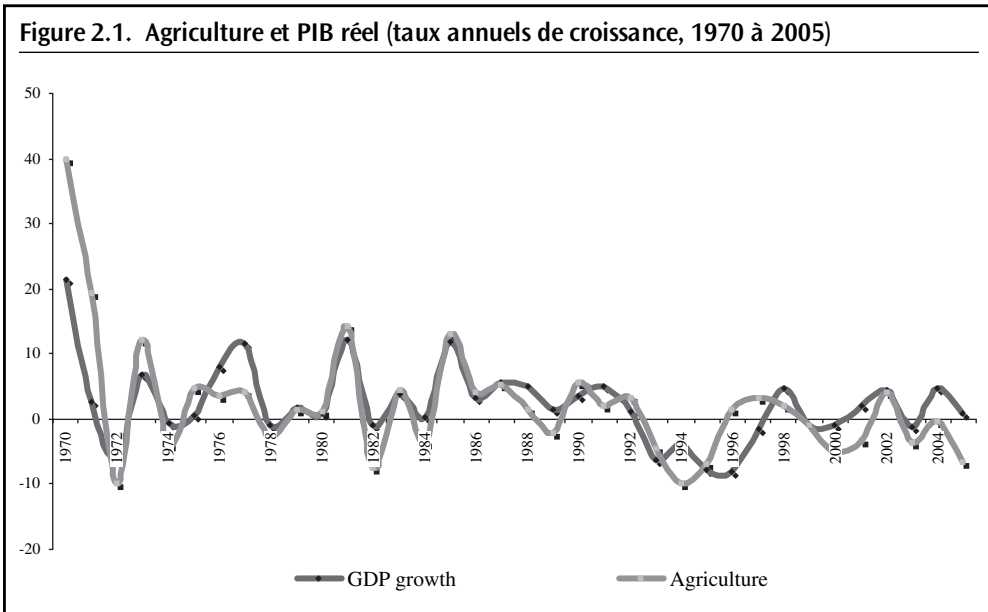
Malgré les troubles civils sporadiques des années 70 et 80, le PIB a grimpé à un taux plus élevé au cours de ces deux périodes. Cependant, les récentes performances économiques ont été molles et instables. La croissance du PIB était en moyenne de 4,3 % et 4,5 % respectivement dans les années 70 et 80, avant de chuter en moyenne de 1,4 % dans les années 90. De 2000 à 2005, la croissance annuelle du PIB n'a été que de 1,7 %—bien trop faible pour améliorer le niveau de vie d'une population qui n'a cessé d'augmenter à un taux annuel de 2,8 % au cours de la même période. Le revenu par habitant atteint aujourd'hui 17 % de moins que celui des années 70, après avoir chuté de 130 dollars en moyenne entre 1970 et 1979, jusqu'à 108 dollars entre 2000 et 2005.<sup>6</sup>

La croissance et les performances agricoles du Burundi ont été lamentables par rapport à celles d'autres pays africains. Malgré la part importante de l'agriculture en termes de PIB et d'emplois, la productivité agricole a été volatile et la plus faible de celles des pays du G-11 et de l'ASS. En 2000, elle atteignait 97 dollars par habitant, avoisinant 317 dollars en ASS. Si les chapitres 2 et 3 évoquent des causes spécifiques au secteur pour la faible productivité agricole du Burundi, il faut noter le rôle important joué par l'instabilité politique et la dépendance vis-à-vis des précipitations.

Le potentiel de développement du Burundi reste encore à explorer mais il est enlisé dans une dynamique qui confine le pays dans un équilibre de croissance faible et éphémère. Pour accélérer la croissance et s'engager dans un processus de transformation structurelle, il faudra dénouer ces mécanismes d'auto-renforcement. Changer la composition et le niveau des investissements publics tout en offrant des services publics qui amélioreront la performance devrait permettre d'y arriver. La diversification vers de nouvelles sources de croissance dans le secteur agricole et d'autres secteurs (industriel et services) serait également déterminante. Bien que ceci reste un grand défi compte tenu de l'absence de capital physique et humain du pays, l'élargissement des sources de croissance sera essentiel à l'amélioration du secteur des exportations.

---

5. Les chiffres en dollars sont en dollars américains.



Source : Banque mondiale. Indicateurs de développement dans le monde

L'investissement dans les infrastructures devrait créer les conditions nécessaires à l'amélioration de l'intégration des marchés et encourager des taux de croissance plus élevés. La stratégie nationale devrait également prendre en compte les domaines où un renforcement du secteur privé est possible. Trois domaines ont été identifiés à ce stade : une meilleure compréhension de la dynamique capable d'entraîner un développement du secteur agricole (y compris les risques pour les agriculteurs) ; l'amélioration de l'environnement de développement du secteur privé ; et l'accession aux domaines prometteurs à travers d'importants investissements. Une solide réforme de la politique macroéconomique devrait permettre d'accroître les effets de la stratégie de croissance. Au cours de la phase initiale de l'application de la stratégie à long terme et compte tenu de la limitation des ressources, l'intensification de l'aide étrangère jouera un rôle prépondérant, de même que des partenariats forts avec le secteur privé.

L'économie et les performances du Burundi ont connu quatre périodes largement déterminées par la politique.

*1962 à 1972—Les premiers progrès jusque dans les années 70.* Les performances économiques du Burundi ont été remarquables au début de l'indépendance mais ont commencé à faiblir avec l'extension de l'instabilité politique au début des années 70. Après l'indépendance en 1962, le PIB réel a augmenté annuellement de 6,4 % en moyenne jusqu'en 1971. De 1962 à 1972, la croissance du revenu par habitant n'avoisinait que 2 % par an, avant d'enregistrer sa plus forte chute (moins 7,1 %) en 1972. La mollesse de la croissance constatée pendant cette période était essentiellement imputable à la baisse de l'agriculture à valeur ajoutée et à la faible productivité des autres secteurs. En 1972, une guerre civile dévastatrice qui a fait jusqu'à 300.000 morts a fait reculer l'économie d'environ 7 %. Ces pertes en

vies humaines et le déplacement massif des populations sont sans doute les causes majeures de l'affaiblissement de la productivité et des résultats, en particulier dans le secteur agricole. L'absence d'afflux de capitaux suffisants (probablement due à la situation laissée par le départ des Belges) peut également être citée comme l'une des contraintes à l'investissement et à la croissance.

*1973 à 1991—Moins de tensions politiques et une modeste croissance économique.* La période allant de 1973 à 1991 a connu une certaine sérénité en dépit du conflit fatal de 1988. Elle est essentiellement marquée par un doublement des investissements, qui sont passés de 6,3 % du PIB en moyenne entre 1962 et 1972 à 13,8 % entre 1973 et 1991. La majeure partie de ces investissements provenait de l'extérieur, l'APD étant passée de près de 3,3 % à 17 %, pour une épargne nationale brute d'à peine 2,6 % du PIB. Même si l'économie burundaise y a connu une croissance moyenne de 4,1 %, cette période (en particulier le milieu des années 80) est caractérisée par un accroissement de la dette et une mauvaise gestion des ressources. A titre d'exemple, la dette extérieure, qui n'était que de 2,8 % en 1972, atteignait 82,5 % en 1991. Le pays a adopté un Programme d'ajustement structurel (PAS) à la fin des années 80 pour tenter de gérer son énorme dette extérieure. En 1988, le conflit entre l'armée et les Hutus a fait entre 5.000 et 20.000 victimes et 60.000 personnes ont fui au Rwanda, laissant l'économie, notamment le secteur agricole, dans l'instabilité et la fragilité.

*1992 à 1999—Une guerre civile ouverte et de faibles performances économiques.* Le conflit armé consécutif à l'assassinat du président Ndadaye en 1993 a fait des dizaines de milliers de victimes et près de 2 millions de déplacés ou réfugiés au Rwanda. En 1995, suite à un sabotage, Bujumbura et d'autres zones urbaines du pays ont connu des coupures de courant prolongées. Cette situation a eu des conséquences graves pour l'économie. Les pénuries d'électricité ont interrompu les activités ou arrêté la production de plusieurs industries. Rien qu'en 1995, la production industrielle a chuté de 16,6 %, l'agriculture de 6,8 % et les services de 3,6 %, avec un PIB global en recul de 7,9 %. L'État a été gravement affecté car une bonne partie de ses recettes fiscales provenait du secteur industriel.

Le second coup d'État fomenté par Pierre Buyoya en 1996 a poussé la communauté internationale à imposer un embargo économique au Burundi. Le PIB a chuté d'environ 8 % suite à la baisse de près de 17 % de la production du secteur des services. Entre 1992 et 1999, le franc burundais a baissé de près de 15,6 % tandis que l'inflation atteignait 22,9 % (avec une pointe à 31 % en 1997) et que le PIB reculait de 5,3 % en moyenne. En 1999, la dette extérieure a atteint 140,4 % du PIB, soit environ 23 fois plus que son niveau de 1970 ou près de huit fois plus qu'en 1980. La pauvreté était à son maximum. La poursuite des sanctions, la guerre civile, le déplacement de la population à l'intérieur du pays, un budget militaire engloutissant près de la moitié de la dépense publique, et l'absence d'aide étrangère (qui dans le passé était le principal moyen d'affronter les problèmes de balance des paiements) sont les principaux facteurs qui ont gravement compromis l'économie burundaise entre 1992 et 1999. Pendant la période des sanctions, le gouvernement a dû rationner les carburants. La hausse considérable du prix du pétrole s'est traduite par une extension irrépressible du commerce illicite.

Le taux de change était surévalué d'environ 80 %, avec un écart sans précédent entre les marchés officiel et parallèle dans les années 90. En l'absence d'un système financier bien établi et régulé, cette situation a créé des possibilités d'arbitrage et une corruption rampante.

*2000 à 2006—Transition, réforme et réhabilitation.* Depuis 2000, les principaux conflits se sont apaisés à la suite de l'accord de paix signé à Arusha et le pays est entré dans une période de transition, de réforme et de réhabilitation tant politique qu'économique. Le gouvernement a procédé depuis à un certain nombre de réformes stratégiques, dont la stabilisation de l'économie et la promotion de la relance ont été les principales priorités.<sup>6</sup> En 2004, le PIB réel était relativement plus fort à 4,8 %, porté par le seul secteur des services (qui a connu une croissance de 14,4 %)<sup>7</sup>, tandis que les secteurs agricole et industriel accusaient un recul de respectivement 0,2 % et 6,2 %. Une fois levées les sanctions en 2001, les activités de reconstruction financées par les bailleurs de fonds se sont multipliées de manière significative. Les sous-secteurs du commerce de gros et de détail se sont considérablement développés grâce au retour de la paix à Bujumbura (dotée d'une position historique de centre commercial régional) et dans les autres zones urbaines. Bien que le pays ait été plus ou moins stable sur le plan politique depuis 2000, la performance de l'agriculture est restée médiocre, reculant de 6,6 % en 2005 en raison d'une part, des conditions climatiques défavorables à la culture vivrière et d'autre part, des contraintes structurelles, telles que la grande fragmentation de la propriété terrienne, le déclin de la productivité des sols et le manque d'intrants. C'est par conséquent l'absence d'amélioration dans le secteur agricole qui a empêché le PIB d'atteindre ne serait-ce que 0,9 % en 2005, malgré l'embellie notée dans les sous-secteurs de la fabrication, de la construction et du commerce.

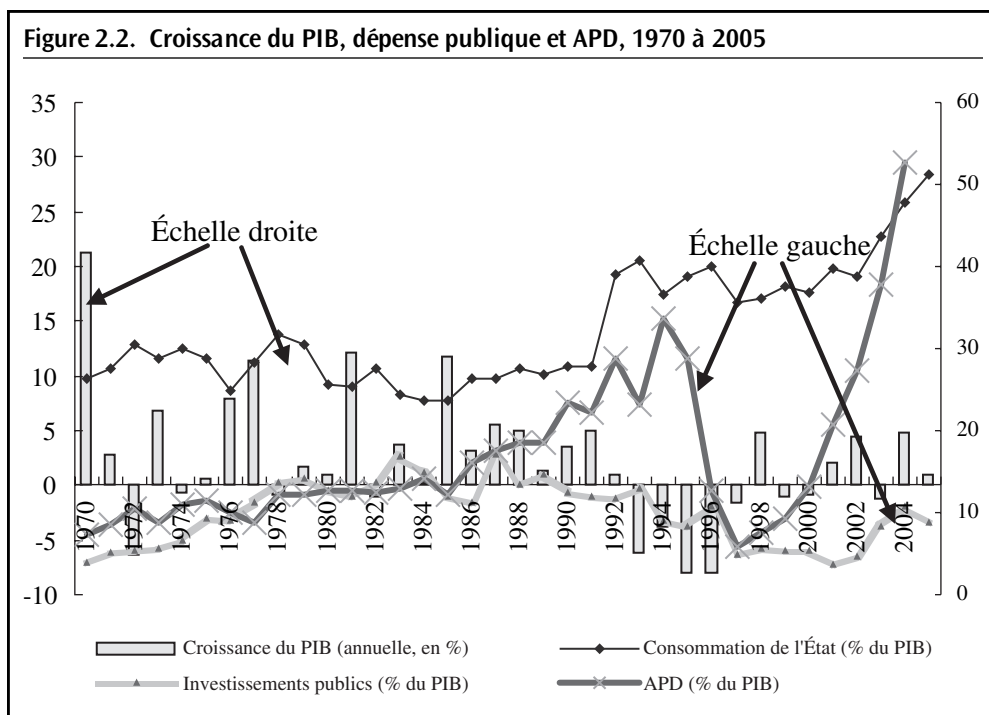
### *Facteurs déterminants et contraintes de la croissance*

L'expérience du Burundi au cours des années 70 et 80 laisse penser que le pays est capable d'arriver à accélérer sa croissance économique. Néanmoins, son activité économique n'a pas été soutenue et s'est même montrée très volatile au cours de la même décennie en raison de l'instabilité politique et de la médiocrité de ses politiques économiques, caractérisées par des mesures fiscales et commerciales restrictives, des entreprises publiques monopolistiques et des dépenses publiques inappropriées qui ont été incapables d'accroître la capacité productive ou d'absorption du pays (Figure 2.2). Il convient également de noter que l'embargo imposé par les bailleurs de fonds a été l'un des facteurs qui ont affecté la performance économique du Burundi. Au tout début des années 2000, le pays a connu une croissance économique de courte durée dopée par une augmentation significative de l'aide extérieure, même si la croissance du PIB est restée extrêmement faible et a même été négative au cours des dernières années.

6. La Banque mondiale a appuyé l'initiative du gouvernement en allouant à la relance économique d'urgence un crédit de 35 millions de dollars EU dont les principaux objectifs étaient d'améliorer l'accès du secteur privé aux devises et de fournir des fonds de contrepartie pour appuyer l'accroissement des dépenses du secteur social. La privatisation a été un autre objectif du gouvernement qui a envisagé de vendre les entreprises suivantes : la compagnie des télécommunications (Onatel), la manufacture de coton (Cotebu), l'entreprise parastatale de l'énergie (Regideso) et l'office de commercialisation du thé (OTB).

7. Il est également évident que l'accord de paix entre le gouvernement et la principale faction du CNDD-FDD y a grandement contribué.

*Des taux d'épargne et d'investissement très faibles.* Les investissements bruts au Burundi se situaient en moyenne aux alentours de 9 % du PIB avec une épargne à moins 10 % du PIB. Ce taux d'épargne lamentable indique que la récente augmentation des investissements est en grande partie due aux financements extérieurs, éventuellement sous forme d'aide. Les investissements sont entièrement dictés par le secteur public. Le mouvement des investissements publics a déterminé le schéma d'ensemble des investissements totaux au cours de la période allant de 1980 à 2005, tandis que ceux destinés au secteur privé stagnaient. Il est cependant important de noter que les investissements dans ce secteur ont connu une tendance à la hausse au cours des dernières années, passant de 6 % du PIB en 2000 à 12 % en 2005. Cet indicateur est encourageant même s'il est encore très faible. En 2005, les investissements bruts en capital fixe se situaient à 11,8 % du PIB. Pour le seul secteur privé au cours de la même année, ils n'étaient que de 3 % du PIB, alors qu'au Rwanda et en Ouganda on observait 12,2 % et 17,3 % respectivement. Ceci montre que les investissements publics ont été quatre fois plus élevés que ceux du secteur privé.



Source : Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde

S'il veut maintenir une croissance ne serait-ce que moyenne, le Burundi doit arriver à des taux d'investissement brut en capital fixe comparables à ceux du Rwanda et de l'Ouganda (21 % et 22,3 % du PIB, respectivement). Les chiffres correspondants dans les pays asiatiques avec des taux de croissance élevés et soutenus sont de 42,3 % pour la Chine, 28,1 % pour l'Inde et 33,1 % pour le Vietnam. Les investissements étrangers directs sont en revanche décevants. Leurs flux vers le Burundi n'ont jamais dépassé 2 % du PIB, laissant penser que le climat des affaires, essentiel à la transformation structurelle, a besoin d'être considérablement amélioré.

En plus de l'instabilité politique et macroéconomique, l'absence d'un capital humain adéquat et la faiblesse des infrastructures constituent un frein majeur aux flux des IDE.

La rentabilité des investissements est très faible au Burundi. Au cours des dernières années, le ratio marginal capital-production (RMCP)<sup>8</sup> a beaucoup varié d'une année à l'autre. À titre d'exemple, il se situait en 2005 dans une fourchette de 14 à 15 alors qu'au cours des années précédentes, il était entre 2 et 3<sup>9</sup>. Le RMCP de 14,8 de l'année 2005 indique qu'il fallait environ 15 dollars d'investissements bruts pour générer 1 dollar d'extrants additionnel. C'est pratiquement trois fois l'investissement nécessaire au Rwanda et en Ouganda dont les RMCP sont de 3,2 et 4 respectivement. Il est préoccupant de constater que ce chiffre n'a cessé d'augmenter, ce qui signifie que la rentabilité des capitaux baisse et que par conséquent, le Burundi a besoin de plus de capitaux pour arriver au même niveau de croissance. Une des raisons du problème pourrait être le délabrement croissant des infrastructures du Burundi qui rend encore plus difficile un fonctionnement efficace des entreprises.

Une deuxième raison pourrait être la mauvaise gestion constatée dans le système. En supposant un RMCP de 4, pour atteindre un niveau de croissance significatif, de l'ordre de 8 % par exemple, le pays a besoin d'une formation brute de capital d'environ 32 % chaque année. Le chiffre affiché par le Burundi en 2005 était de 12 %—soit un déficit de 20 % du PIB par an. En d'autres termes, le Burundi accuse un manque de formation de capital d'environ 160 millions de dollars l'an. Un autre aspect intéressant est le fait que l'épargne intérieure brute en 2004 et 2005 était de 5,2 % et 0,4 % du PIB respectivement. Le secteur public, qui aurait dû être l'élément moteur le plus actif dans la formation de capital, accuse actuellement un manque d'épargne de 3,4 pour les deux années. En 2005, le Burundi a reçu près de 208 millions de dollars (26 % du PIB) de flux extérieurs sous forme de subventions et de prêts à l'État et au secteur privé. Cependant, compte tenu de l'ampleur du déficit, ces apports ne suffisent tout simplement pas à couvrir les besoins de l'économie. Il est également important de noter qu'une part significative de cet apport est affectée aux dépenses ordinaires et ne contribue pas à combler le déficit. Bien que les sources extérieures jouent un rôle important en finançant partiellement les investissements au Burundi et sont parmi les préférées, l'essentiel des financements devrait provenir du pays lui-même. Il est possible d'y parvenir grâce à un encouragement de l'épargne, une meilleure utilisation des capitaux par l'État, la réduction des déficits financiers à travers une meilleure rentabilité et des économies au sein du secteur public, et une amélioration de l'assiette des revenus du pays.

*Faire des affaires au Burundi n'est pas aisé.* D'après l'enquête *Doing Business 2007* de la Banque mondiale, le Burundi est classé 166<sup>e</sup> sur 175 pays.<sup>10</sup> Y créer une entreprise est relativement moins complexe puisque le pays est 109<sup>e</sup> pour cet indicateur. Dans l'octroi

8. Le RMCP mesure l'investissement de capitaux différentiel requis pour générer une unité d'extrants supplémentaire. Il mesure la rentabilité des nouveaux investissements de capitaux. Il est donné par le rapport entre le taux d'investissement et le taux de croissance. Par l'exemple, si le taux d'investissement est de 24 % et le RMCP de 4, l'économie affichera 6 % de croissance. Par contre, si l'économie fait un meilleur usage des capitaux et arrive à un RMCP de 3, le taux d'investissement ne devra être que de 18 % pour réaliser une croissance de 6 %. Le RMCP peut être considéré comme une mesure de l'inefficacité avec laquelle les capitaux sont utilisés. Dans la plupart des pays, il est d'environ 3.

9. Pour les pays performants, le RMCP se situe généralement entre 3 et 4.

10. La République démocratique du Congo (RDC) est l'endroit du monde le plus défavorable aux affaires.



des licences, le Burundi se classe nettement moins bien avec des exigences particulièrement ardues (302 jours en moyenne) qui placent le pays en 164<sup>e</sup> position. Un autre point noir, toujours d'après le rapport, est la difficulté d'obtention des prêts (159<sup>ème</sup> place), essentiellement liée au cadre juridique défavorable et au nombre insuffisant d'institutions offrant ce service. En ce qui concerne le paiement des impôts, les entreprises burundaises sont soumises à 40 taxes différentes et à un taux d'imposition total de 286,7 %, qui placent le pays au 123<sup>e</sup> rang. C'est du point de vue du commerce extérieur que le Burundi se classe le plus mal (171<sup>e</sup> place). Il faut 12 documents pour pouvoir exporter des produits contre 14 pour en importer. En moyenne, il faut 80 jours pour exporter et 124 pour importer. Avec des procédures et coûts aussi lourds, le commerce transfrontalier illégal est inévitable.

*Selon les normes internationales, la consommation de l'État du Burundi est la plus élevée.* La consommation publique, qui était de 11,5 % du PIB dans les années 70, a légèrement baissé au cours des années 80, à environ 9,3 %. Elle a ensuite augmenté de 7 points de pourcentage, passant à 17 % du PIB. Elle a encore grimpé au entre 2000 et 2005 pour atteindre 22 % du PIB. Par rapport au PIB, la consommation publique du Burundi est la plus élevée des pays du G-11 et de l'ASS. Au cours des dernières années, les dépenses publiques ont augmenté tandis que les recettes sont restées pratiquement constantes. Il faudrait donc accroître les ressources publiques puisque les recettes sont fortement sollicitées et ont même diminué par rapport au PIB. Cette situation s'explique en partie par la baisse de l'APD et la nature incertaine et souvent instable des flux des capitaux extérieurs, mais aussi par des réformes macroéconomiques et de stratégie commerciale qui tendent à réduire les recettes fiscales.

*Flux de l'aide et croissance économique au Burundi.* Au cours des dernières années, le Burundi a bénéficié d'un niveau de flux d'aide sans précédent : la formation brute de capital est passée de 156 % en 1999 à 387 % en 2004. L'aide étrangère a légèrement baissé ces dernières années, tant en pourcentage du PIB qu'en investissement. Par exemple, l'APD représentait 45,6 % du PIB en 2005 contre 54,4 % l'année précédente (une baisse d'environ 10 % du PIB ou 80 millions de dollars). L'aide publique n'en reste pas moins la principale source de financement d'une part significative du déficit public et même du déficit de la balance des paiements. Elle peut réduire trois déficits qui maintiennent l'investissement national et la croissance en deçà de leur potentiel : les déficits de l'épargne, du change des devises et budgétaire. L'aide étrangère peut s'avérer très importante pour combler les déficits d'un pays, en particulier lorsque l'investissement privé est très bas et que l'investissement public cherche à améliorer durablement la croissance économique globale, sinon un tel investissement peut conduire à des problèmes de balance des paiements ou causer une inflation intérieure s'il y a des contraintes d'approvisionnement. Elle joue en fait le rôle d'une épargne intérieure supplémentaire et permet à l'État de dépenser plus que les recettes mobilisées à travers la fiscalité et d'autres moyens. Elle permet ainsi une plus grande accumulation à travers l'investissement public dans les domaines essentiels, notamment les infrastructures et le secteur social avec des implications futures de productivité sociale dans la santé et l'éducation par exemple.

*L'aide et le syndrome hollandais au Burundi.* Les flux d'aide peuvent également causer des problèmes, par exemple, en faisant grimper les taux de change, ce qui peut rendre les

biens échangeables internationalement moins attractifs que ceux qui ne le sont pas, lorsque les prix intérieurs sont affectés. Si l'APD est utilisée pour accroître l'investissement public dans les domaines importants, alléger les contraintes d'approvisionnement et améliorer la productivité globale, elle ne causera pas d'inflation et pourra avoir des effets sur la relance. Ceux-ci peuvent inclure un impact positif sur la balance des paiements à travers une augmentation des exportations et une réduction des importations. Il est important de s'assurer que l'APD se traduise par des investissements publics plus élevés, de préférence dans les domaines où il y a des pénuries ou qui entravent la production, ou dans des domaines où les niveaux actuels de prestation sont socialement sous-optimaux<sup>11</sup>.

Le syndrome dit hollandais se manifeste quand les taux de change réels augmentent en proportion de leur effet sur le marché des biens échangeables. Notre analyse souligne que le gouvernement doit se montrer attentif aux possibles risques macroéconomiques d'inflation associés à l'augmentation des flux d'aide.

*Le Burundi a un rapport dette-PIB plus élevé que la moyenne de l'ASS.* Le Burundi doit environ 1,4 milliard de dollars à ses créanciers extérieurs. La dette extérieure atteignait en moyenne 36,4 % par an entre 1973 et 1988 contre 4,3 % au cours des dernières années (2000 à 2005). La dette extérieure élevée du Burundi fait baisser les investissements et affaiblit la croissance économique. En 2005, le rapport dette-exportations était de 1.422,8 %. Même avec un allègement de sa dette, il est difficile de croire que le Burundi atteindra ses objectifs globaux de réduction de la pauvreté. Il est l'un des pays pauvres très endettés (PPTÉ) du monde—sa dette extérieure a considérablement changé en importance, structure et composition au cours des dernières décennies. En 1970, elle était d'environ 15 millions de dollars, soit 6,2 % du PIB, et de 166 millions de dollars en 1980. Au début des années 90, ce chiffre est passé à 907 millions de dollars, soit près de 80 % du PIB. Son niveau le plus élevé a été atteint en 2005 avec 1,4 milliard de dollars ou 208,6 du PIB.

*L'accès du secteur privé au crédit a été relativement bon par rapport à celui des autres pays africains.* En dépit de la récente reprise de l'aide, l'octroi de crédits au secteur privé a augmenté, passant de 18 % du PIB en moyenne au cours de la période 1995–1999, à 25 % de 2000 à 2005. L'accroissement du crédit intérieur au secteur privé s'est également reflété dans le développement des investissements privés. En même temps, l'accès du secteur privé au crédit semble avoir été inégalement réparti entre les différents secteurs. En fait, comme le mentionne la stratégie de réduction de la pauvreté récemment publiée par le gouvernement, le manque d'accès au crédit reste un des principaux obstacles au développement de l'agriculture. L'engagement du gouvernement d'améliorer l'accès des agriculteurs au crédit mérite d'être souligné. Dans son discours à la nation de fin d'année, le chef de l'État a déclaré que l'intention du gouvernement de poursuivre la privatisation de plusieurs entreprises publiques et des réformes radicales dans le sous-secteur bancaire est un effort délibéré pour promouvoir la microfinance et élargir l'accès aux prêts des couches défavorisées. Dans le cadre de l'économie burundaise, ces mesures ou politiques doivent être centrées sur la promotion du développement d'un éventail d'intermédiaires financiers afin de satisfaire les demandes spécifiques d'une large gamme de clients, tels que les agriculteurs, les industries agricoles et autres entreprises du secteur rural.

11. Le prochain PER abordera certaines questions liées à l'efficacité de l'aide et aux dépenses sociales.

### Changement dans la structure de la croissance

La part de l'agriculture dans le PIB a baissé de manière significative depuis 1970. Au cours des dernières années, le secteur des services est devenu un des piliers de l'économie, représentant environ 45 % du PIB en 2005. Depuis 2000, le secteur a poursuivi son impressionnante croissance, atteignant 14,4 % en 2004 et 10,6 % en 2005. Sa contribution au PIB a doublé entre les périodes 1970–1979 et 2000–2005, passant de 21 % à 42 % (Tableau 2.1). En revanche, la part de PIB de l'agriculture a baissé de plus de 26 points de pourcentage. Celle du secteur industriel a légèrement baissé également d'environ 6 points.<sup>12</sup> En moyenne, sur l'ensemble de la période considérée (1970 à 2005), l'agriculture est restée le secteur dominant tant du point de vue de sa contribution au PIB que de son nombre d'emplois. La baisse de sa contribution au PIB est due à une faible productivité, aux conséquences climatiques et les guerres civiles périodiques.<sup>13</sup> À ce stade, il n'est pas raisonnable de supposer que le changement structurel apparent du Burundi sera durable. Bien que le secteur des services ait connu une croissance de près de 11 % entre 2000 et 2005 (au moment où les autres secteurs accusaient de faibles performances), il doit en grande partie son embellie au développement des services publics et dans une moindre mesure aux sous-secteurs des transports et du commerce. De plus, l'augmentation de la valeur ajoutée du secteur des services pourrait être portée par des revenus du travail relativement plus élevés et des profits meilleurs que ceux des années précédentes.

Paramètre	Agriculture	Industrie	Services	Total
<b>Pourcentage du PIB</b>				
1970–1979	65,5	13,1	21,5	100
1980–1989	58,1	15,1	26,8	100
1990–1999	50,8	18,7	30,5	100
2000–2005	39,2	19,1	41,7	100
<b>1970–2005</b>	<b>53,4</b>	<b>16,5</b>	<b>30,1</b>	<b>100</b>
<b>Taux de croissance (%)</b>				
1970–1979	6,8	6,3	2,2	4,5
1980–1989	3,0	5,3	1,8	4,3
1990–1999	-0,4	-1,0	4,1	-1,4
2000–2005	-2,5	-6,2	2,8	1,7
<b>1970–2005</b>	<b>1,7</b>	<b>1,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,3</b>

Source: Prévisions établies par le personnel de la Banque mondiale en se servant des Indicateurs de développement dans le monde

12. Les données sur les parts sectorielles du PIB ont été tirées des Indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale (2007) et ont été calculées en ventilant la valeur ajoutée par secteur. Celle-ci a été calculée séparément pour chaque secteur industriel et les montants obtenus ont été ensuite totalisés pour obtenir la valeur du PIB. Les chiffres de la part sectorielle du PIB peuvent différer de ceux d'études similaires telles que celles du FMI (2006).

13. Il ne fait aucun doute que cette situation découle de la baisse de productivité du secteur consécutive à la longue période de conflits ethniques et de coups d'État militaires (1976, 1987 et 1993). La période 1976–1989 a été marquée par deux putschs militaires—en 1976, Micumbero, arrivé au pouvoir en 1966, a été renversé par J. B. Bagaza, et ce dernier l'a été par Pierre Buyoya en 1987. De plus, 1988 a été marqué par des conflits ethniques avec leur cortège de morts dans les deux principaux groupes ethniques.

## Comprendre la pauvreté pour mieux concevoir les réformes<sup>14</sup>

Tout au long des quarante années de violences cycliques de l'histoire burundaise, le développement économique du pays a été utilisé pour favoriser un groupe par rapport à l'autre, avec pour résultat des conséquences dévastatrices pour les ressources naturelles, le capital humain et la cohésion sociale. En formulant une nouvelle stratégie de croissance, toute l'attention nécessaire doit être apportée au profil de pauvreté du pays, qui identifie les vulnérabilités spécifiques et les opportunités potentielles à prendre en considération pour tailler sur mesure des réformes sectorielles solides. Dans cette section, nous passons en revue les principaux constats du profil de pauvreté du Burundi et discutons la relation entre croissance du secteur agricole et allègement de la pauvreté. Un accent particulier sera mis sur l'analyse des principales sources de revenus des exploitants agricoles, y compris la production de café.

Pendant de nombreuses années, les conflits ont déplacé une grande partie de la population rurale et rendu difficile l'accès aux semences et autres intrants. Ils ont également détruit des infrastructures économiques et sociales importantes. Le bétail a été pillé ou tué, et les récoltes brûlées. D'autres facteurs ont également contribué à abaisser la productivité, notamment la fragmentation des terres, l'érosion des sols due au surpâturage, la contamination chimique (de nombreux champs sont contaminés par des niveaux élevés de fer et de toxines à base d'aluminium), l'expansion vers des terres peu productives, l'accès limité au crédit et aux services financiers, et l'utilisation de techniques agricoles rudimentaires. Certaines provinces ont été victimes de sécheresses ces dernières années. Le résultat, c'est une pauvreté massive et particulièrement répandue dans les zones rurales, qui abritent plus de 90 % de la population selon des estimations tirées d'enquêtes. Également important est le fait que le peuple burundais considère le maintien de la paix comme la priorité essentielle pour la réduction de la pauvreté.

### *Principales caractéristiques de la pauvreté*

*La pauvreté au Burundi est massive.* Les nouvelles estimations de pauvreté fondées sur l'enquête QUIBB 2006 montrent qu'au niveau national, quelque 66,9 % de la population est pauvre, un niveau extrêmement élevé, même comparé à d'autres pays en situation de post-conflit en Afrique subsaharienne. Sur la base de l'évolution au cours du temps du PIB par habitant, on peut légitimement conclure que la part de la population vivant actuellement dans la pauvreté est beaucoup plus élevée qu'avant le début du conflit en 1993. Selon l'enquête de perception de 2004, la plupart des personnes interrogées sont convaincues que la pauvreté a augmenté au cours des cinq dernières années, un sentiment qui est particulièrement ancré dans les populations pauvres. En ce qui concerne l'avenir, les perceptions sont plus nuancées, mais une grande partie de la population reste pessimiste. Ces perceptions suggèrent que malgré les progrès accomplis ces quelques dernières années en matière de stabilisation et de relance économique, ce retournement de situation n'a pas encore réussi à changer de façon profonde les attentes de la population. Finalement, les scénarios

14. Ce chapitre s'appuie sur des contributions de Quentin Wodon (économiste principal Pauvreté, AFTPM, Banque mondiale) et Jean-Paul Zoyem (consultant, Casafrique) au profil de la pauvreté au Burundi, 2006.

de croissance envisagés pour les trois à cinq prochaines années montrent que même avec un taux de croissance du PIB par habitant de plus de 5 % par an, qui serait très difficile à réaliser, le Burundi ne sera pas capable de diminuer de moitié la pauvreté pour 2015.

*Bien que la pauvreté soit massive, son intensité varie selon les groupes.* Les ménages vivant en zones urbaines, dont le chef de ménage ou l'épouse sont mieux éduqués et ont un meilleur emploi, sont moins susceptibles d'être pauvres ou de se sentir pauvres. Il existe également d'importantes différences géographiques dans la pauvreté, avec des migrations temporaires liées à des gains de consommation, et des taux de pauvreté (et d'insécurité alimentaire) beaucoup plus élevés dans la partie nord du pays. De plus, lorsqu'elles sont confrontées à la pauvreté ou à un choc, la plupart des personnes cherchent à améliorer leurs revenus en travaillant plus et en réduisant leurs dépenses, tout en essayant en même temps de protéger les quelques actifs qu'elles possèdent. Malheureusement, ces stratégies d'adaptation ne sont pas facilement accessibles à certains segments de la population. Même si une majorité de la population peut d'une façon ou d'une autre être considérée comme vulnérable, une attention particulière doit être : (a) aux enfants en situation difficile, y compris les orphelins, enfants de la rue, enfants associés à des groupes armés, ou jeunes hors-la-loi ; (b) aux femmes en situation difficile, y compris les mères adolescentes, chefs de ménage avec de jeunes enfants, et victimes de la guerre ayant perdu la quasi-totalité de leurs biens ; (c) aux personnes affectées par le VIH/SIDA ; (d) aux personnes atteintes d'invalidité, y compris les handicapés physiques, sensoriels, et mentaux, et éventuellement les personnes âgées qui vivent seules ; et (e) aux personnes déplacées dans leur propre pays à cause du conflit.

*Le manque d'emploi pour les jeunes est un problème important au Burundi.* Les données de l'enquête QUIBB 2006 montrent qu'au niveau national, 23 % de la jeunesse (de 15 à 24 ans) ont un emploi (voir tableau 2.2). Parmi ceux qui travaillent et vivent dans un ménage appartenant au quintile inférieur de la distribution de la consommation, trois-quarts (76 %) travaillent dans le secteur agricole (hors cultures d'exportation), tandis que cette proportion est de 46 % pour les jeunes ayant un emploi et appartenant au quintile supérieur de la consommation. Les cultures d'exportation constituent la seconde source d'emploi pour les jeunes, mais seulement à hauteur de 7 % des travailleurs. En zone urbaine, près de 36 % des jeunes travaillent comme domestiques, infirmiers/ères, chauffeurs, et dans d'autres occupations à faible niveau de qualification. Quasiment aucun des jeunes qui ont un emploi n'a de contrat de travail, ce qui tend à suggérer que l'emploi des jeunes se situe presque entièrement dans le secteur informel. Près d'un tiers des jeunes au travail sont également aux études, et la proportion atteint près de la moitié en zone urbaine. Il y a également un grand nombre de jeunes qui semblent être inactifs. Le Tableau 2.2 fournit les pourcentages de jeunes selon leur statut professionnel par quintile, au niveau national, en zone urbaine ainsi qu'en zone rurale. Comme les jeunes peuvent combiner travail et études, la somme de ces pourcentages dépasse 100%. La catégorie des inactifs correspond aux jeunes qui n'appartiennent à aucune des trois autres catégories du tableau. Par conséquent, alors qu'un quart des jeunes travaille, et qu'un tiers est aux études, le groupe le plus important se compose de personnes qui n'ont pas d'emploi et ne font pas d'études (et qui également ne recherchent pas du travail de façon active). Par ailleurs, seulement 6,2 % des jeunes sont chefs de ménage, ce qui tente à montrer que, sans doute en partie à cause du manque de ressources dû à la limitation des opportunités d'emploi, la plupart des jeunes n'ont pas les moyens de fonder une famille ni de se débrouiller seuls sans le support de leurs aînés. Étant donné la transition démographique en

	National	Urbain	Rural	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Aux études	34,5	51,7	31,6	32,2	34,0	34,8	36,7	34,6
Au travail avec emploi rémunéré	23,2	15,5	24,5	26,2	24,1	24,8	20,4	21,4
À la recherche d'un emploi	6,7	8,7	6,3	9,5	6,5	7,1	5,6	5,2
Inactif (n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus)	40,4	27,7	42,6	38,2	41,0	38,5	42,0	41,8

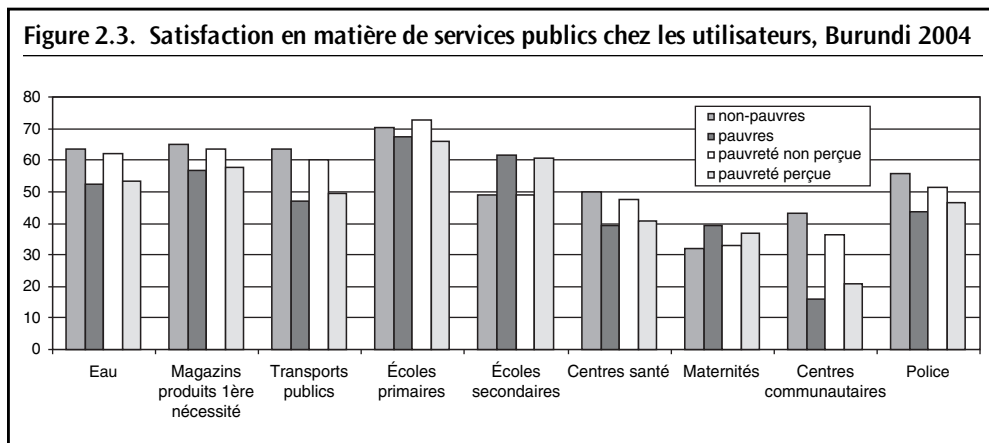
Source : Équipe de la Banque mondiale, utilisant les données QUIBB 2006.

cours, qui devrait voir s'accroître encore la proportion des jeunes dans la population burundaise, des politiques destinées à améliorer les opportunités d'emploi pour cette catégorie de la population sont donc extrêmement importantes.

*Le niveau de satisfaction par rapport aux services publics est faible.* Selon les résultats de l'enquête de perception de 2004, les taux de satisfaction en matière de qualité des services publics sont faibles, et plus encore parmi les pauvres que dans l'ensemble de la population (Figure 2.3). Il est peu probable que ceci ait changé de façon significative au cours des trois dernières années. Les seuls services publics pour lesquels les utilisateurs expriment des niveaux modérément élevés de satisfaction sont les écoles primaires, les magasins de détail vendant les produits de première nécessité, l'eau potable et les transports publics. Les niveaux de satisfaction sont faibles (en dessous de 50 %), en particulier en ce qui concerne les maternités, les centres de santé, et les centres communautaires. Les taux de satisfaction des non pauvres sont systématiquement plus élevés en moyenne de 5 à 15 points de pourcentage que ceux des pauvres. La satisfaction des individus qui ne se considèrent pas comme pauvres est de 5 à 10 points de pourcentage plus élevée que celle de ceux qui se considèrent comme pauvres. Une partie de ce manque de satisfaction peut être due aux coûts élevés d'utilisation des services publics dans la plupart des secteurs, y compris l'éducation et la santé. Le manque de capacité financière est souvent cité comme une raison clé pour ne pas envoyer les enfants à l'école, par exemple, et il est frappant de constater que la décision en 2005 de rendre l'enseignement primaire gratuit a eu pour résultat une augmentation énorme des inscriptions scolaires. En dehors de ce problème de moyens, la qualité de l'enseignement soulève elle aussi d'autres questions, mais pour ceux qui sont exclus du système, le manque de capacité financière reste la clé. Le constat dans le domaine de la santé est identique à celui de l'éducation. Le manque de capacité financière limite la demande de soins de santé, d'autant plus que le niveau du financement public du secteur de la santé est très bas.

*Mettre fin au conflit et maintenir la paix sont la priorité numéro un de la lutte contre la pauvreté.* Les divers constats recueillis montrent que la population a été gravement affectée par la guerre, aussi bien en termes d'effets économiques, sociaux et sanitaires passés qu'en termes de bien-être psychologique actuel et de perceptions de l'avenir. Mettre fin à la guerre est un des moyens les plus fréquemment cités pour réduire la pauvreté, et accroître la sécurité est une des priorités les plus souvent citées pour l'État. En plus de garantir la sécurité, l'État doit également consacrer son attention à l'éducation et à la santé. La tenue réussie d'élections communales et

parlementaires en juin et juillet 2005, la transition présidentielle réalisée sans problèmes en août 2005, ainsi que l'entrée en fonction, le 1<sup>er</sup> septembre 2005, d'un nouveau gouvernement de post-transition sont des signes encourageants pour la stabilité future du pays.



Source : Personnel de la Banque mondiale sur base de l'enquête 2004 de perception au Burundi.

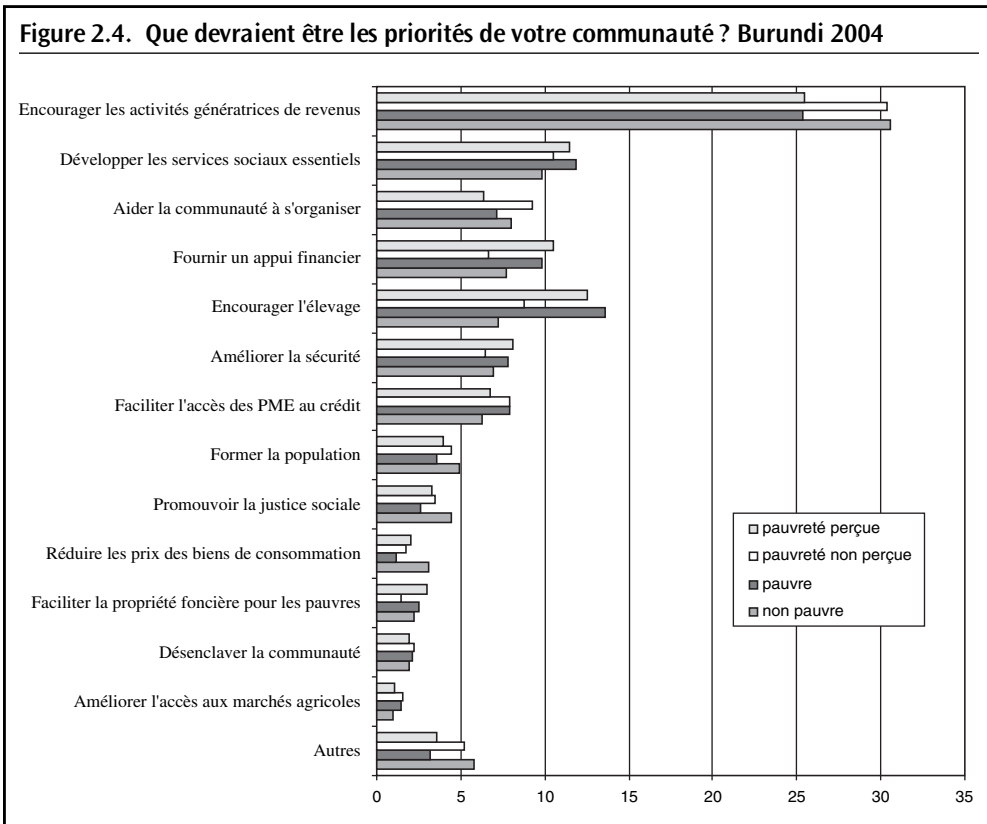
Les personnes préfèrent que leurs communautés donnent la priorité à l'encouragement des activités productives plutôt qu'à la prestation des services (Figure 2.4). La prestation des services de santé, l'éducation et la sécurité sont considérées comme relevant de la responsabilité de l'État. Pour la population, ces priorités existent d'abord et avant tout pour encourager les activités génératrices de revenus. Ceci contraste avec les priorités réelles des communautés telles que les perçoit la population : selon elle, les autorités locales semblent donner plus de poids à la prestation des services, en particulier l'approvisionnement en eau.

La crise du secteur agricole est liée à l'accent mis sur les activités génératrices de revenus. Plusieurs facteurs sont à la base des difficultés rencontrées dans le secteur agricole, notamment le déplacement des exploitants agricoles, les difficultés d'accès aux semences et autres intrants, la destruction d'infrastructures importantes, la perte de bétail due au conflit, la faible productivité et la fragmentation des terres, l'accès limité au crédit et aux services financiers, l'utilisation de techniques agricoles rudimentaires, et le fait que certaines provinces ont été frappées de sécheresse. Une autre difficulté majeure a trait à la crise affectant la filière café, qui a besoin d'être réformée. Alors que la libéralisation de cette filière devrait permettre d'augmenter les prix payés aux producteurs, elle va également accroître les risques qu'ils encourent. La section suivante discute plus en détail le lien entre la production de café et l'état de pauvreté des ménages.

### *Secteur agricole, sources de revenus et pauvreté*

En identifiant des moyens de renforcer et diversifier les sources rurales de croissance, il est important de connaître les taux de pauvreté des différentes catégories socioéconomiques de ménages. Selon les données de l'enquête QUIBB 2006, plus de 90 % de la population du Burundi est rurale. Cela signifie qu'une majorité des ménages appartenant à ces différents groupes socioéconomiques vit en milieu rural, à l'exception des travailleurs qualifiés dans

les secteurs privé formel et public. Les travailleurs qualifiés représentent moins de 5 % de la population et ont les taux de pauvreté les plus faibles.



Source : Personnel de la Banque mondiale sur base de l'enquête 2004 de perception au Burundi.

Dans l'ensemble, le groupe le plus pauvre est également le plus grand, à savoir les ménages dont la source principale de revenus est la culture vivrière (taux de pauvreté de 72,5 %, près de 40 % de la population). Les ménages considérés comme inactifs (aucune source de revenus identifiée) ont également une très haute probabilité d'être pauvres (71,5 %). D'autres ménages employés dans le secteur agricole ont des probabilités légèrement plus faibles d'être pauvres : 68,3 % pour les ménages ayant une occupation principale d'élevage, et 68,2 % pour les ménages impliqués principalement dans les cultures d'exportation (en particulier le café). Le groupe suivant est composé de ménages dont la principale source de revenus provient d'un travail non qualifié dans les secteurs public ou privé ainsi que dans le secteur des services informels, avec des taux de pauvreté légèrement supérieurs à 50 %. De manière générale, cette analyse fait apparaître trois groupes importants : les ménages travaillant dans l'agriculture, où 7 personnes sur 10 vivent dans la pauvreté ; les travailleurs non qualifiés et ceux employés dans les services informels, où 1 personne sur 2 vit dans la pauvreté ; et les travailleurs qualifiés des secteurs public et privé dont les taux de pauvreté sont beaucoup plus faibles.



